

## ARMES CHIMIQUES SYRIENNES

# Un troisième chargement évacué de Syrie

**Un troisième chargement d'armes chimiques syriennes a été évacué hier de Syrie à bord d'un cargo norvégien, a annoncé l'ONU.**

Selon un communiqué de la mission conjointe ONU-OIAC (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques), daté de Lattaquié (ouest de la Syrie), le chargement «se trouve à bord d'un cargo norvégien», qui est escorté par des bâtiments de plusieurs pays (Chine, Danemark, Norvège, Russie).

Le Royaume-Uni s'est joint à cette escorte navale dans les eaux internationales.

La mission conjointe «confirme que la destruction de certains agents chimiques a eu lieu sur le territoire syrien, parallèlement à l'évacuation» et elle «salue les progrès réalisés jusqu'ici».

Mais elle «encourage (Damas) à accélérer» l'élimination de son arsenal chimique, qui a pris beaucoup de retard. Le communiqué ne précise pas la taille de ce troisième chargement ni sa nature. Seuls deux chargements d'agents chimiques avaient jusqu'alors quitté la Syrie, les 7 et 27 janvier, via Lattaquié, ce qui représentait moins de 5% du total selon Washington. Ce sont plus de 700

tonnes d'agents chimiques les plus dangereux qui auraient dû avoir quitté le territoire syrien au 31 décembre, et 500 tonnes supplémentaires d'agents chimiques auraient aussi dû être évacués la semaine dernière mais Damas a manqué cette deuxième échéance.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adressé jeudi dernier un avertissement au régime syrien, lui demandant d'accélérer le mouvement, sans cependant fixer d'ultimatum ni brandir de menace de sanctions au cas où Damas continuerait de ne pas respecter le calendrier. Celui-ci a été fixé par l'ONU dans une réso-



Photo : DF

lution qui prévoit des sanctions, voire un recours à la force militaire, en cas de non-respect.

La Syrie doit avoir éliminé toutes ses armes chimiques au 30 juin 2014. Les armes chimiques les plus dangereuses

seront transférées dans le port italien de Gioia Tauro sur un navire américain, le *MV Cape Ray*, qui transportera ensuite son chargement dans les eaux internationales, pour le détruire par hydrolyse.

## SOUDAN DU SUD

## Ouverture avortée du deuxième cycle de pourparlers à Addis-Abeba

**Un peu plus de deux semaines après un cessez-le-feu qui peine toujours à être respecté, le nouveau cycle de pourparlers entre belligérants du conflit qui a éclaté mi-décembre au Soudan du Sud a été reporté hier à la dernière minute.**

Le gouvernement sud-soudanais du président Salva Kiir et les partisans de son ancien vice-président Riek Machar — à qui il avait fallu une vingtaine de jours de laborieuses négociations pour s'accorder le 23 janvier sur une simple cessation des hostilités — devaient se retrouver hier à

Addis-Abeba pour tenter de trouver un accord politique mettant fin durablement au conflit qui les oppose.

«Les pourparlers ne reprennent pas aujourd'hui», a annoncé à l'AFP, Michael Makuei, porte-parole du gouvernement sud-soudanais, ce qu'ont confirmé plusieurs sources diplomatiques dont une source au sein de la médiation de l'Igad. Ni les raisons du report, ni une nouvelle date n'ont été précisées.

L'Autorité intergouvernementale pour le développement (Igad), organisation est-africaine dont l'Ethiopie assure actuellement la présidence tournante, n'a pour l'heure pas annoncé officiellement le report. L'Igad avait annoncé dimanche soir l'ouverture hier du «deuxième cycle de négociations sud-soudanaises, axé sur le dialogue politique et la réconciliation nationale» au Soudan du Sud, alors que la situation militaire, dans ce pays immense et sans réseau routier, reste peu claire et de nom-

breuses violations du cessez-le-feu continuent d'être signalées. Pour l'heure, seul un groupe précurseur de l'Igad, composé de 14 personnes, est depuis début février à Juba pour étudier le futur déploiement des observateurs chargés de surveiller le respect de la trêve. Le conflit a fait plusieurs milliers de morts depuis mi-décembre et a chassé près de 900 000 personnes de leurs foyers. Aux combats se sont ajoutés des massacres à caractère ethnique entre communautés Dinka et Nuer, les deux principales du pays, auxquelles appartiennent respectivement MM. Kiir et Machar.

### «Personnalité indépendante»

Les délégations des deux camps ont chacune indiqué qu'aucun ordre du jour ou cadre de discussion ne leur avait été soumis à Addis.

Au cours de ce nouveau cycle, devraient être abordées les questions relatives à la direction du SPLM, le parti au pouvoir au sein duquel MM. Kiir et Machar s'opposent depuis de longs mois, puis celles relatives aux institutions du pays, selon Yohanis Musa Pouk, un porte-parole de la délégation du camp

Machar. Le SPLM est issu de l'ancienne rébellion sudiste qui a combattu Khartoum durant la longue guerre civile (1983-2005) ayant abouti à la partition du Soudan et à l'indépendance du Sud en juillet 2011.

Selon son porte-parole, le camp Machar entend réclamer le remplacement du président Kiir par une «personnalité indépendante» d'ici aux élections générales de 2015, une exigence clairement inacceptable pour les autorités sud-soudanaises.

Si M. Makuei s'est «optimiste» sur l'issue des négociations, M. Pouk a lui fait part de son pessimisme, et dénoncé le manque de «sérieux» du camp gouvernemental, selon lui «poussé à discuter par la communauté internationale».

M. Pouk a également accusé les autorités sud-soudanaises de ne «pas respecter leur engagement» de libérer des personnalités du camp Machar toujours détenues à Juba.

Onze figures politiques, jugées favorables à Riek Machar, ont été arrêtées lorsqu'ont éclaté le 15 décembre à Juba les premiers combats entre factions rivales de l'armée sud-soudanaise, qui se sont ensuite propagés

au reste du pays. Sept d'entre elles ont été libérées le 30 janvier, conformément à un accord annexe au cessez-le-feu qui prévoyait dans des termes assez vagues d'œuvrer à la libération des détenus.

Ces sept prisonniers libérés participeront aux pourparlers, conformément à cet accord, selon l'Igad. Le sort des quatre responsables toujours détenus devrait être évoqué à Addis-Abeba.

Juba a annoncé vouloir les juger, à l'instar de M. Machar et d'une autre figure politique, tous deux en fuite, au risque de faire capoter le processus. Washington a demandé samedi soir la remise en liberté de ces quatre détenus, afin de «renforcer la confiance dans un processus de réconciliation», ainsi que le «retrait progressif des forces étrangères» et mis en garde contre «les conséquences graves d'une éventuelle régionalisation du conflit».

Le camp Machar dénonce la présence — reconnue par Kampala — de l'armée ougandaise aux côtés des forces fidèles au président Kiir, alors que l'Ouganda est un membre éminent de l'Igad.

## AFGHANISTAN

## Deux civils travaillant pour l'Otan tués dans un attentat à Kaboul

**Deux civils travaillant pour la Force internationale de l'Otan en Afghanistan (Isaf) ont été tués hier après-midi à Kaboul dans un attentat à la voiture piégée, a annoncé la coalition dans un communiqué. L'Isaf n'a pas précisé la nationalité des victimes**

L'explosion est survenue vers 14h30 (10h00 GMT) dans le district 12, dans l'est de la capitale afghane, a indiqué un porte-parole de la police de la ville, Hashmat Estanakzai.

«Un kamikaze a lancé une Corolla bourrée d'explosifs contre une voiture des forces étrangères», a-t-il ajouté.

Les carcasses des deux véhicules étaient visibles sur place, de même qu'une forte présence policière et des soldats de l'Otan, a constaté un photographe de l'AFP.

La capitale afghane a fait l'objet au mois de janvier d'une recrudescence d'attaques de la part des talibans, qui mènent une violente insurrection dans le pays depuis leur éviction du pouvoir en 2001 par une coalition militaire dirigée par les Américains.

Le 17 janvier, un commando suicide taliban a mené une expédition meurtrière contre «La Taverne du Liban», un restaurant du centre-ville prisé par la communauté expatriée, tuant 21 personnes, dont 13 étrangers.

## LIBYE

## Deux morts et trois blessés dans une explosion à Benghazi

Deux personnes ont trouvé la mort et trois autres ont été blessées hier dans l'explosion de munitions stockées dans une maison à Benghazi, dans l'est de la Libye, a-t-on indiqué de source hospitalière.

Selon cette source, deux personnes sont mortes et trois autres ont été grièvement blessées dans l'explosion qui a complètement détruit la maison et endommagé plusieurs autres habitations.

Des incidents similaires s'étaient déjà produits en Libye, où des armes et des munitions datant du dernier conflit, qui a vu la chute du régime de Maâmmar El Gueddafi, sont toujours détenues et stockées par des habitants et des milices armées.

La Libye connaît également une instabilité sur le plan sécuritaire marquée par des explosions et des assassinats notamment à Benghazi, où les forces de sécurité sont aux prises avec le groupe armé Ansar al-Chariaa, classé par les Etats-Unis sur la liste des organisations terroristes.

(APS)